

leur avoir permis de vivre dix ans de plus environ sur notre planète. Beaucoup de gens sont de cet avis. Je me réjouis à l'idée que les représentants de certaines d'entre elles sont ici. Je ne sais même pas qui a publié la brochure dont j'ai parlé, car j'étais trop occupé à lire les propositions et certaines des réponses qu'elle contenait. On nous conseille d'adopter un nouveau projet de loi ou de transformer le bill actuel pour lui donner du mordant. Nous ne devons pas attendre qu'un autre s'en occupe. On nous propose en plus de présenter aux entreprises un programme destiné à empêcher que ne s'accroisse la pollution des lacs, des cours d'eau ou des autres réserves d'eau.

A mon avis, ce problème mérite la haute priorité. J'estime qu'on devrait consacrer une somme importante à la lutte contre la pollution. Il sera peut-être nécessaire d'établir à cette fin une division spéciale au sein du ministère. Dans ce grand pays que sont les États-Unis d'Amérique, je sais qu'on s'inquiète sérieusement du problème des eaux. Au cours des 25 prochaines années, ils devront approvisionner en eau des grandes villes comme New York et Chicago. Si nous disposons d'une planification adéquate, je crois que nous pourrons leur fournir cette eau. Si l'on dispose d'un programme soigneusement élaboré, je crois que nous pourrions la vendre au gallon sans affliger sérieusement notre pays. Je crois que nous pourrions leur en vendre beaucoup plus qu'ils n'en obtiennent à l'heure actuelle et cela à des prix raisonnables. Nous aurions ainsi une source de revenus dont le produit pourrait être consacré à former des gens pour qu'ils s'intéressent davantage au problème. Cet argent nous permettrait également de financer certains des barrages et des systèmes hydro-électriques nécessaires au transport de cette eau d'une région à l'autre de notre pays.

Si nous utilisons convenablement nos ressources naturelles, nous aurons en outre plus d'eau pour notre réseau d'énergie électrique. Encore ici, une énergie moins coûteuse pourrait permettre aux industries de contribuer davantage sur le plan financier à l'ensemble du projet. Le premier ministre nous a dit s'intéresser directement à la question. Le ministre a fait un discours excellent au cours duquel il a déclaré que ce serait merveilleux pour nous d'avoir beaucoup d'eau pure et de pouvoir partager ce bienfait avec le reste du monde. A mon avis, il faut aller de l'avant et cesser d'invoquer comme excuse le manque d'argent, le manque de collaboration et le problème constitutionnel. Nous devrions envoyer le bill à un comité dont les membres devraient garder l'esprit ouvert. Nous devrions nous mettre à l'œuvre, accepter les

suggestions que les membres du comité feront sûrement, puis avec courage, imagination et énergie, appliquer la loi. Le genre de popularité que le ministre et le Parlement s'attireront d'ici quelques années en vaudra bien la peine. Les industries et les contribuables verront sans doute d'un bon œil le montant d'argent affecté, lors des prochaines prévisions budgétaires, à l'exécution efficace de ce projet.

M. J. A. Mongrain (Trois-Rivières):

Monsieur l'Orateur, il est rare que je refuse de relever un défi. Le député de Pembina (M. Bigg) nous a défiés de ce côté-ci de la Chambre de prendre la parole. J'aimerais résumer quelques-unes des observations que je me suis faites pendant qu'il parlait. J'aime bien l'écouter. Ses propos sont toujours hauts en couleur et ses observations réfléchies. Ce qui m'a frappé, monsieur l'Orateur, c'est qu'il ne vous a pas regardé pendant deux minutes en faisant son discours. Il surveillait ses propres collègues. N'apercevant que deux ou trois députés du côté conservateur, il a continué à les surveiller pendant toute la durée de son discours en vue de les convaincre qu'il s'agit d'un excellent projet de loi et qu'ils devraient être ici en ce moment, et non pas ailleurs, pour appuyer le gouvernement.

Le député a défié un ministériel de prendre la parole. En même temps, il a dit que ce qu'il faut faire maintenant, c'est agir et prendre des initiatives, non pas parler, discuter et argumenter. Je dirai au député que nous avons étudié le problème. Nous avons eu nos propres comités spéciaux. Nous avons discuté la question avec nos ministres et nos hauts fonctionnaires. Nous savons ce que nous faisons. Nous sommes aussi d'avis qu'il faut agir maintenant, et non pas parler tout le temps. Nous savons que le bill sera envoyé au comité approprié, où nous aurons une autre chance de le modifier. C'est pourquoi nous refusons de prendre la parole et de parler pour ne rien dire. Nous ne ferions ainsi que gaspiller le temps de la Chambre.

[Français]

Monsieur l'Orateur, pour relever le défi que nous a lancé un député de l'opposition, je me contenterai de faire entendre la voix des municipalités canadiennes qui, elles aussi, s'inquiètent du problème de la pollution de l'eau et de l'air. Mais, parce que certaines provinces ne veulent pas collaborer convenablement avec le gouvernement fédéral, et ce pour toutes sortes de raisons, les municipalités se voient refuser les moyens de lutter contre la pollution.

Il n'est pas nécessaire de passer en revue l'histoire tout entière de la pollution de l'eau